

LA CENSURE INVISIBLE ENTRETIEN AVEC PASCAL DURAND

Lebo Magasin, Et
culturel provincial, Hainaut
n° 26, avril-juin 2007

Le 29 janvier dernier, Pascal Durand, professeur à l'Université de Liège et auteur de "La censure invisible" était accueilli à la Bibliothèque centrale, dans le cadre du cycle Convergence, pour nous parler de son ouvrage. Pascale Vanderpère l'a rencontré pour Magasin.

• **Quels sont les domaines privilégiés où s'exerce la censure invisible ?**

Définissons d'abord cette forme très paradoxale de censure. Il peut paraître curieux en effet de parler d'une telle censure car, dans sa forme ordinaire, la censure opère par soustraction, elle est ce qui rend invisible ou indécible (tel texte, tel film, telle parole, telle image). La "censure invisible" opère à l'inverse, en quelque sorte : elle impose des problématiques, dicte des formes de questionnement ou de traitement de l'information sociale, culturelle ou politique. Dans une première définition, c'est une censure d'autant moins visible qu'elle agit dans et par l'abondance : des kilomètres de copie sur le Da Vinci Code ou sur la moindre sortie de Sarkozy et bien peu de choses sur tel auteur important, tel mouvement social ou telle initiative politique irréductible à l'agenda ordinaire des gens de pouvoir. Dans une deuxième définition, cette censure procède à l'imposition d'un mode de perception et de traitement de l'information. Ainsi, penser le social ou la politique à travers les catégories installées par les routines du sensationnalisme ou du personnalisme conduit à escamoter, au registre de l'insignifiance ou de l'invisible, tout ce qui ne s'y adapte pas. Cette censure invisible tient, dans une troisième définition, au fait que toute sphère d'activité sociale, qu'il s'agisse du journalisme, de l'enseignement ou de la magistrature, par exemple, façonne et porte à incorporer des modes de représentation et d'action qui deviennent, chez ses agents, une sorte de seconde nature. L'action normée par l'habitude devient spontanée, le milieu d'action incorporé comme un "habitus" au sens de Bourdieu interpose ses codes entre la conscience et le monde, filtre à travers ses normes la perception et la construction intellectuelle et pratique du monde. Nul n'échappe en somme à cette "censure invisible" et le seul moyen de limiter ses effets d'imposition est de s'en représenter les causes et les modalités d'action. Cette exigence de réflexivité critique est particulièrement impérieuse s'agissant des journalistes. Si la presse est cette institution ayant pour fonction de parler toutes les institutions, si elle est notre mode d'accès privilégié à la sphère publique, les routines de pensée et d'écriture qui façonnent la presse tendent à s'exercer au-delà de la seule sphère du journalisme. Toute transformation de l'espace journalistique (disparition de titres, réduction du pluralisme, concentrations, réduction des effectifs, poids de décision croissant des régies publicitaires, etc.) est susceptible d'agir non seulement sur le discours des journalistes - qu'ils s'en rendent compte ou non, et le plus souvent ils ne s'en rendent guère compte - mais aussi sur la conscience des lecteurs.

• **La sortie de votre essai a-t-elle subi la censure invisible ?**

J'ai eu cette chance que ce livre soit publié par une maison efficace : Actes Sud, qui l'a très correctement diffusé et mis en place dans les librairies. La chance aussi que nombre de libraires ont été intéressés par son propos et l'ont mis en bonne place à la disposition de leurs clients. Le livre a donc bien circulé, il me semble. Reste à espérer que le constat qu'il énonce, les phénomènes qu'il examine et les solutions qu'il envisage soient suivis d'effets. Publier un livre, c'est toujours jeter une sorte de bouteille à la mer, dans l'espoir qu'elle tombera entre des mains qui en feront bon usage.



non pas toute l'opinion, mais une bonne partie des opinions en circulation dans nos sociétés modernes. Ils ont parfaitement raison. Pourquoi dès lors leur paraît-il si souvent incongru de souligner que l'information devrait être une sorte de service public, et de souhaiter qu'à tout le moins une portion du paysage médiatique soit soustraite à l'emprise des intérêts privés ? En Belgique ce sont les journaux de gauche qui dans les vingt dernières années se sont éteints l'un après l'autre. Il y a là de quoi s'inquiéter : ce resserrement du spectre politique n'est pas favorable, il me semble, au pluralisme des opinions. Car, rappelons-le, il n'est pas d'opinion totalement

neutre et le journal apparemment le moins lié à des intérêts partisans reste tributaire de représentations politiques d'autant plus puissantes qu'elles paraissent "naturelles". Je viens de publier un ouvrage collectif sur ce que j'appelle Les Nouveaux Mots du Pouvoir (Bruxelles, Aden, 2007). Ce sont ces mots qu'on entend ou qu'on lit en boucle dans les journaux et dans les déclarations politiques : gouvernance, réformes, monde de plus en plus complexe, flexibilité, etc. Ces clichés et ces lieux communs, qui sont lourds de présupposés idéologiques, on les voit s'exprimer très généralement, et les journaux dits neutres ou "de qualité" n'y résistent pas mieux que les autres. Il est frappant en tout cas de voir qu'hormis dans quelques îlots repérables dans la presse indépendante, notamment sur le Net, ce sont en gros les mêmes positions qui, à quelques bémols près, s'expriment du Soir à la Libre Belgique, de Libération au Figaro, du Nouvel Observateur au Point. Les uns claironnent là où d'autres murmurent, mais ce sont en gros les mêmes mots qui apparaissent et les mêmes prises de position, qu'il s'agisse par exemple du Traité européen dit "simplifié", de l'indépendance du Kosovo, des initiatives politiques de Chavez ou bien encore des "réformes" que tous estiment, bien entendu, "nécessaires".

• **Quels moyens mettre en place pour garantir une information indépendante et pluraliste ?**

J'en indique quelques-uns dans la seconde partie de La Censure invisible. Renforcer le statut des journalistes, qui sont largement en voie de précarisation ; installer un Conseil supérieur des médias, composé de journalistes de la base, d'intellectuels et de citoyens ; réserver les aides publiques aux journaux au caractère le moins commercial ; réactiver les réflexes déontologiques de la profession, qui devraient exclure toute proximité trop grande entre gens de presse et gens de pouvoir. Mais ne rêvons pas : des avancées peuvent être faites, mais la vigilance ne devra jamais désarmer. Les routines, le conformisme sont des ornières dans lesquelles il est bien confortable de retomber. Aux lecteurs d'exercer un contrôle grandissant sur les journaux. Et aux journalistes, au sein des rédactions, de résister contre les automatismes de la profession et les pressions plus ou moins senties que ne cessent d'exercer sur eux les pouvoirs politiques et surtout économiques.

• **Quels rôles peuvent jouer les bibliothèques dans ce contexte ?**

En tant que service public, les bibliothèques sont des lieux de savoir et de culture essentiels au maintien d'une pensée en alerte permanente. Le livre, la lecture ne sont pas seulement des éléments de divertissement, ce sont des instruments au service de la pensée. Savoir lire, savoir décoder un texte prémunit contre les inculcations de toutes sortes. Notre société a bien plus besoin de bibliothécaires éclairés, d'animateurs culturels et d'instituteurs que de prédicateurs du grand Marché. Encore faut-il que les bibliothèques ne soient pas